



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KURITA

Zone Industrielle du Bec d'Ambès
33810 Ambès

Références : 26-UD33-CRA-288
Code AIOT : 0005205109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement KURITA implanté Zone Industrielle du Bec d'Ambès AMBES 33810 Ambès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le suivi de la procédure en cours de cessation totale d'activités de Kurita sur le site d'Ambès.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KURITA
- Zone Industrielle du Bec d'Ambès AMBES 33810 Ambès
- Code AIOT : 0005205109

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement KURITA France est autorisé à exploiter son installation sur la commune d'Ambès par l'arrêté préfectoral du 07/04/2020.

La société KURITA FRANCE exploitait deux ateliers sur son site d'Ambès :

- L'atelier « KENORES », dédié à la fabrication de résines de PAAE (polyamideamineépichlorhydrine) standards et déchlorées.
- L'atelier « WATER », dédié à la fabrication de produits utilisés pour le traitement de l'eau.

Jusqu'en 2023, le site KURITA France à Ambès était SEVESO Seuil Bas et relevait de la réglementation IED (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles).

Par courriel en date du 30/09/2025, la société KURITA a informé Monsieur le préfet de Gironde de la cessation totale de ses activités exercées sur son site d'Ambès.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 20/12/2023, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité est arrêtée et le site est en cours de sécurisation, mais il reste des déchets et des boues à évacuer. Une pollution faible et localisée en cyclohexylamine et en épichlorhydrine a été identifiée, avec des travaux prévus pour la traiter. L'exploitant doit transmettre les attestations dans les délais et finaliser la remise en état du site.

Par ailleurs, pour rappel, il lui appartient, le cas échéant, de formaliser avec le propriétaire l'état initial du site (état 0) afin d'assurer la traçabilité des pollutions historiques et de limiter les risques de contentieux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2023, article 3
Thème(s) : Situation administrative, cessation partielle activité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/09/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cessation d'activité</p> <p>Pour les activités ICPE mises à l'arrêt définitivement, l'exploitant s'assure que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre conformément à l'article R512-75-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>Dans un délai de 5 mois, l'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé. Dans un délai de 5 mois, il transmet un exposé des justifications associées à cette demande. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection en date du 17 septembre 2025</u></p> <p>Par courrier en date du 21/10/2024, la société KURITA a notifié au préfet la cessation partielle d'activité à compter du 1er octobre 2024 concernant l'atelier WATER. L'exploitant a repris l'ensemble des rubriques auxquelles il restait soumis à savoir les rubriques 4510-b et 4511-b soumises à déclaration avec contrôle périodique et les rubriques 1630-2, 4120-2-b et 4441 soumises à déclaration. L'exploitant a indiqué que le site est finalement en cessation totale d'activités avec le transfert du stockage sur un site en Saône et Loire. L'inspection des installations classées n'a pas reçu, en amont de l'inspection, l'information que le site était en cessation totale d'activité.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'ensemble des stockages concerné par les rubriques citées ci-dessus ont été évacuées à l'exception de quelques échantillons de laboratoire.</p> <p>L'exploitant indique que la cyclohexylamine, le silicate de soude, les émulseurs, les poudres de phosphates et les déchets de laboratoire seront évacués le 29/09/2025 en tant que produits dangereux. L'exploitant a constaté que les produits et déchets restant sur le site et en attente</p>

d'évacuation sont stockés sur rétention.

L'inspection des installations classées a constaté la démolition en cours du bâtiment de production, les travaux devraient durer un mois. D'après l'exploitant, les cuves ont été vidées, nettoyées et inertées.

Seuls l'entrepôt de stockage et le laboratoire resteront en place, les autres installations, bâtiments et locaux annexes (ex chaufferie, bureaux, ..) seront démolis. La dalle béton au niveau du bâtiment WATER ainsi que les zones imperméabilisées seront conservées.

Des matières combustibles restent à évacuer telles que des palettes ou des bidons vides.

L'ensemble des réseaux, gaz, eau et électricité a été consigné.

Le bassin de récupération des eaux industriels du site avant rejet à la Dordogne est également conservé avec la cuve de traitement des eaux limitrophe. L'inspection des installations classées a constaté que le bassin était plein. L'exploitant indique que les eaux présentes dans le bassin ont été analysées et seront en fonction des résultats rejetées en Dordogne ou éliminées vers une filière de traitement des déchets.

L'exploitant doit veiller à sécuriser les bassins et rétentions présentes sur le site (vidange des eaux et mise en place de dispositif de sécurité contre les risques de chute).

L'inspection des installations classées indique à l'exploitant qu'il doit formaliser les échanges qu'il aura avec le propriétaire du site sur l'état 0 qui lui sera remis pour éviter tout contentieux et garder la mémoire sur la pollution recensée et les actions menées. Il est notamment pris l'exemple de la conservation ou non des piézomètres, des piézais et des dispositifs de vidange des bassins et rétentions présentes sur le site.

Il est rappelé à l'exploitant qu'une analyse des basses eaux et des hautes eaux doit être menée après les travaux sur le site.

L'inspection des installations classées rappelle que des démarches doivent également être engagées avec la mairie, en parallèle de celles engagées avec le propriétaire du site pour déterminer l'usage futur du site. Ceci conditionnera les travaux qui seront à mener pour la dépollution.

Demandes formulées à l'inspection en date du 17 septembre 2025

L'exploitant notifie officiellement les services de l'inspection d'une cessation totale d'activité sur le site d'Ambès dans un délai de 1 mois.

L'exploitant procède à l'enlèvement des produits dangereux et des combustibles présents sur le site.

Il engage les démarches auprès du propriétaire du terrain et de la mairie pour la définition de l'usage futur du site. Il tient informé le service de l'inspection des ICPE de l'avancement de ses démarches.

L'exploitant fait procéder à l'élaboration de l'attestation de mise en sécurité et la transmet à l'inspection des installations classées dans un délai de **2 mois**. **Cette attestation de mise en sécurité sera consolidée pour traiter des cessations d'activité partielles notifiées par courriers en date du 9 novembre 2023 et du 21 octobre 2024 et de l'arrêt définitif de l'ensemble des installations non notifié officiellement aux services de l'inspection à la date de rédaction du présent rapport.**

Constats du jour :

L'exploitant a notifié les services de l'inspection, par courriel en date du 30/09/2025, de la cessation totale d'activités sur le site d'Ambès.

L'exploitant a sollicité la mairie d'Ambès, par courrier en date du 17/03/2026.

Le jour de l'inspection, il a été constaté le pompage en cours du bassin de rétention des eaux pluviales et de rejets industriels par la SARP. Les bâtiments ont tous été détruits, exceptés le laboratoire, le hangar de stockage et le pont bascule (présent à l'entrée du site) qui doivent être repris par le propriétaire du terrain. Les boues présentes au fond du bassin restent à évacuer. Le bassin a été sécurisé avec l'installation d'un garde-corps pour éviter toute chute. L'exploitant déclare que l'évacuation de ces boues et de l'eau du bassin sont les éléments manquants pour l'édition de l'ATTES SECUR, prévue pour avril.

La position ouverte de l'exutoire du bassin doit s'apprécier au regard de la présence effective d'un débourbeur/déshuileur et de l'avis du repreneur du bassin.

Une campagne de pose de piézairs est prévue la semaine suivant l'inspection. Les résultats sont nécessaires pour le mémoire de réhabilitation et l'édition de l'ATTES MEMOIRE. L'exploitant estime pouvoir l'envoyer à l'inspection des installations classées pour le mois de juin. Il est rappelé à l'exploitant que l'ATTES MEMOIRE doit être établie **6 mois après l'arrêt définitif** des installations. Cet arrêt définitif a été constaté lors de l'inspection précédente du 17 septembre 2025.

L'aire de stockage est vide excepté deux racks de gaz vides et quelques déchets (5 moteurs démontés et 2 palettes), et la présence d'un transformateur qui sera repris par le propriétaire du terrain. Le bâtiment de stockage contenait, le jour de l'inspection, des portes démontées (d'après l'exploitant, déposé par le propriétaire du terrain) et la carcasse d'une filmeuse. Les RIA présents ne sont plus alimentés en eau. La rétention d'épichlorhydrine a été comblée par des gravats pour éviter toute chute.

L'analyse des sols a montré deux pollutions localisées et de faible concentration de cyclohexylamine sous l'emplacement de l'ancien bâtiment de production et d'épichlorhydrine sous la route. Les travaux sont programmés pour la période de juin-juillet. L'exploitant doit s'assurer qu'une stratégie de gestion des eaux pluviales durant la phase travaux sera mise en

œuvre pour prévenir de toute diffusion de la pollution.

Pour rappel, l'alinéa II de l'article R512-39-3 du Code de l'Environnement prévoit que le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'ATTES MEMOIRE vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Les travaux sur le site de KURITA devant se dérouler pendant ce délai des 4 mois, l'exploitant peut s'attendre à ce que l'inspection des installations classées demande des compléments ou propose des prescriptions encadrant les travaux de réhabilitation à la signature de Monsieur le Préfet.

L'exploitant déclare que des démarches sont en cours pour restituer par anticipation le site au propriétaire du terrain. Il déclare qu'au plus tard, la restitution sera effective le 01/02/2027 au regard du contrat de bail et du préavis de 9 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit l'attestation de mise en sécurité pour la totalité de l'installation **dans un délai de 1 mois** et procède à l'évacuation des derniers déchets sur site.

L'exploitant fournit **dans un délai de 3 mois** l'attestation accompagnant le mémoire de réhabilitation. **A défaut, il sera proposé au préfet un arrêté de mise en demeure.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois